



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

Distr. RESTREINTE

07877

DP/ID/SER.B/105
17 mai 1977
Français

**DIAGNOSTIC
INDUSTRIEL
DES INDUSTRIES
ALIMENTAIRES
ET DES INDUSTRIES
DE SOUS-TRAITANCE**

SI/CVI/75/836

CAP-VERT ,

RAPPORT FINAL

Etabli pour le Gouvernement de Cap-Vert par
l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,
organisation chargée de l'exécution pour le compte du
Programme des Nations Unies pour le développement



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Programme des Nations Unies pour le développement

DIAGNOSTIC INDUSTRIEL DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES
ET DES INDUSTRIES DE SOUS-TRAITANCE

SI/CVI/75/836

CAP-VERT

Rapport final

Etabli pour le Gouvernement du Cap-Vert par
l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,
organisation chargée de l'exécution pour le compte du
Programme des Nations Unies pour le développement

D'après l'étude de M. Ivan E. Pluhar, économiste industriel

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Vienne, 1977

Notes explicatives

Sauf indication contraire, le terme "dollar" (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

L'unité monétaire du Cap-Vert est l'escudo (Esc). Durant la période du 5 mars-3 mai 1977 sur laquelle porte le présent rapport, la valeur du dollar des Etats-Unis d'Amérique en Esc était :

1 \$ = 34,50 Esc

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

RESUME

La mission, qui a eu lieu au Cap-Vert du 5 mars au 3 mai 1977, réalisée dans le cadre du projet SI/CVI/75/836 "Diagnostic industriel pour les industries alimentaires et les industries de sous-traitance" avait pour objectif l'évaluation des possibilités de réalisation de projets industriels et la sélection des projets qui méritent une action ultérieure.

Dans le secteur alimentaire la mission a identifié sept projets qui ont satisfait aux critères d'évaluation dans les domaines suivants :

- Production des pâtes alimentaires
- Reconstitution du lait et fabrication de yaourt
- Fabrication d'aliments composés et d'aliments pour enfants
- Conserverie de tomates
- Conserverie de thon, extraction d'huile et fabrication de farine de poisson
- Fabrication de poisson salé et desséché
- Sticks de poisson et filets surgelés

On a recommandé qu'un expert, qui doit travailler pendant deux mois sur les produits de la farine, se dédie au projet des pâtes alimentaires et que son mandat soit étendu à quatre mois pour qu'il puisse aussi entreprendre le projet avec chiffres et le choix de l'équipement.

On a également recommandé qu'un expert en industries de la pêche qui doit venir en mai, travaille sur le projet relatif aux sticks de poisson et filets surgelés.

La conserverie de tomate est un projet d'implantation. Pour les autres projets, des études de faisabilité sont nécessaires.

L'expert en industries alimentaires a aussi fait un aperçu général de l'industrie existante. Il a identifié des problèmes techniques et a suggéré des améliorations.

Dans le domaine non alimentaire on a choisi les projets suivants :

- Production de la chaux
- Fabrication des tuiles, briques et produits céramiques
- Fabrication de poterie
- Fabrication des produits de la fonderie

Manufacture et recyclage des bouteilles et pots en verre
Embouteillage et emballage
Fabrication de peintures

On a spécifié des mesures pour faire démarrer les industries de la chaux, des produits céramiques de construction (tuiles, briques, etc.) et de la poterie. Dans le cas de la chaux, on suggère d'utiliser les fours existants avec combustibles solides, de préférence, la houille importée.

Pour la fonderie, on recommande l'installation d'un petit four dans l'Officina de Navais du Cap-Vert à Mindelo et le financement de la formation des travailleurs.

Pour les autres trois projets (manufacture de bouteilles, embouteillage et emballage et fabrication de peintures) des études de faisabilité sont nécessaires.

On pense que les produits suivants pourront être exportés : pâtes alimentaires, aliments pour enfants, huile et farine de poisson, langoustes (augmentation), sticks de poisson et filets surgelés, pierre travaillée.

Le rapport contient aussi des commentaires sur les projets qui n'ont pas satisfait aux critères d'évaluation dans certains domaines, à savoir : la charcuterie, la production de l'huile de ricin, de l'eau-de-vie, l'extraction des produits chimiques de l'eau de mer.

Par ailleurs, l'ingénieur industriel a expliqué les désavantages des grandes installations nouvelles pour la production du ciment et de la chaux.

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	6
I. ACTIVITES RELATIVES AU PROJET	8
A. Etude des problèmes existants et définition des industries prioritaires	8
B. Les obstacles au développement	9
II. EVALUATION DES PROJETS	13
A. Secteur alimentaire	13
B. Secteur non alimentaire	15
III. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'INFORMATION DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE	19
IV. PROMOTION DES EXPORTATIONS	20
V. ASSISTANCE TECHNIQUE	20
A. Secteur alimentaire	20
B. Secteur non alimentaire	21
<u>Annexes</u>	
I. Commentaire sur l'importance des marchés	23
II. Production des industries principales	28
III. Fonctionnaires du gouvernement qui coopéraient avec la mission	29
<u>Tableaux</u>	
1. Répartition géographiques du pouvoir d'achat	26
2. Distribution des dépenses	27

INTRODUCTION

Après avoir accédé à l'indépendance en juillet 1975, le Gouvernement du Cap-Vert a accordé, dans sa politique de développement, la priorité absolue à l'industrialisation, surtout dans le domaine alimentaire. L'exécution des projets recommandés devrait soulager le déficit chronique de la balance commerciale du pays dû à sa dépendance excessive des importations et des subventions.

Entre juillet et août, le ministre de l'économie a eu plusieurs entretiens avec le fonctionnaire chargé du bureau du PNUD à Praia et le conseiller industriel régional de la division mixte CEA/ONUUDI de l'industrie, pour discuter de la possibilité de l'assistance de l'ONUUDI.

Une requête officielle a été présentée par le ministre en août 1975, demandant l'assistance pour une étude diagnostique de l'industrie alimentaire et des industries de sous-traitance qui pourraient être installées dans les îles de São Tiago, Sal et São Vicente.

Le document de projet qui a été élaboré en octobre 1975 stipulait une contribution du PNUD de 38 000 dollars pour envoyer une équipe de quatre experts pendant deux mois comprenant un économiste pour l'analyse des projets (chef du projet), un ingénieur des industries alimentaires, un ingénieur des industries de sous-traitance, un ingénieur des industries de la pêche.

Le budget a été plus tard révisé et augmenté. Ce sujet n'est pas traité ici parce que, selon les dernières instructions, les coûts des projets SIS devront être établis par les agences chargées de l'exécution (dans le cas par l'ONUUDI).

Le projet, SI/CVI/836, intitulé "Diagnostic industriel pour les industries alimentaires et les industries de sous-traitance", a débuté le 5 mars 1977 avec l'arrivée à Praia, le lieu d'affectation, de deux experts, ingénieurs des industries alimentaires et de sous-traitance. Le chef du projet, l'économiste pour l'analyse des projets, s'est joint à l'équipe une semaine plus tard. L'expert des industries de pêche devrait être disponible en mai.

Selon le document du projet, les principaux objectifs étaient de faire un diagnostic industriel sur les possibilités de la mise en activité et de développement des industries existantes ainsi que sur la création d'industries alimentaires nouvelles. L'étude doit englober également les diverses possibilités de création des industries de sous-traitance. Etant donné l'infrastructure

existante et les moyens de communications disponibles, cette étude sera limitée aux trois îles : São Vicente, Sal et São Tiago. Les projets identifiés par l'étude pourraient faire l'objet d'une assistance pour une étude de faisabilité ainsi que d'une assistance technique pour leur création, leur mise en fonction et leur intéressement par de nouveaux investisseurs.

Les conversations initiales avec les fonctionnaires du gouvernement qui collaboraient avec la mission et les recherches préliminaires ont montré la nécessité de définir et préciser plus exactement les tâches principales de la mission.

Le document de projet a limité le travail aux îles de São Tiago, Sal et São Vicente, mais en réservant au gouvernement pour plus tard l'étude des possibilités d'industrialisation du reste de l'archipel. La Direction nationale de l'industrie et de l'énergie a exprimé le désir que les études s'étendent à l'utilisation du calcaire et de l'argile qui se trouvent dans les îles de Boa Vista et Maio.

L'ingénieur des industries de sous-traitance a discuté la définition des industries de sous-traitance avec le Directeur national de l'industrie et de l'énergie. Il est apparu que la possibilité de créer des industries de sous-traitance était presque nulle, les îles n'ayant pas d'industries qui pourraient être utiles aux producteurs étrangers. L'alternative consistant à attirer les compagnies étrangères au Cap-Vert dans le but d'y manufacturer, soit les pièces pour ses produits, soit quelques uns de leurs produits, a paru prématurée. On a donc convenu que l'ingénieur des industries de sous-traitance devrait surveiller l'industrie en général (sauf les industries des aliments et des pêches) pour voir comment les améliorer, les diversifier et utiliser les ressources existantes qui devraient être plus tard l'objet d'études de faisabilité.

Les travaux ont été réalisés avec la coopération du Secrétariat d'Etat à la coopération et au Plan. Les objectifs de la mission ont été atteints : les projets spécifiques, méritant une étude approfondie ont été identifiés et décrits dans le chapitre II. Les experts ont travaillé sans personnel de contrepartie et n'ont donc pas eu l'occasion de former des techniciens cap-verdiens qui auraient pu participer aux études.

I. ACTIVITES RELATIVES AU PROJET

A. Etude des problèmes existants et définition des industries prioritaires

Conformément au désir du gouvernement d'atteindre des résultats pratiques le plus tôt possible, les experts ont dirigé leurs études vers les objectifs à court terme. Pour définir les domaines industriels prioritaires, il fallait évidemment étudier les problèmes existants; les plus graves étaient l'insuffisance de la production d'aliments, la dépendance excessive des importations, la diminution des exportations, l'insuffisance des sources d'emploi. On ne peut s'attaquer au premier problème dans l'immédiat parce qu'il est dû au manque des matières premières agricoles et d'élevage, problème auquel seule l'irrigation - affaire à long terme - peut remédier. Les matières premières qui existent (tomates, maïs et haricots) ont fourni la base de deux projets : conservation des tomates et aliments composés. Deux autres projets réalisables dans ce domaine utilisent les matières premières importées (blé et lait en poudre) pour produire les pâtes alimentaires, le lait reconstitué et le yaourt.

Le problème de l'excessive dépendance des importations s'est avéré le principal objectif du travail dans le domaine non alimentaire. En particulier, on signale la possibilité de faire reprendre et développer la production des matériaux de construction, la possibilité d'introduire la fabrication des produits de la fonderie, la production des bouteilles en verre et d'autres produits décrits dans ce rapport.

Les projets qui peuvent pallier à la diminution des exportations font surtout appel aux ressources marines, notamment le thon et les langoustes, qui ont des marchés bien établis et offrent la possibilité de revenus importants. Les producteurs de pâtes alimentaires et d'aliments pour enfants seraient des exportateurs en puissance mais il faudrait chercher les marchés, probablement en Afrique occidentale.

On ne peut envisager la création d'emploi dans l'industrie que dans la mesure où ils sont économiquement justifiés. Cependant, on doit prêter attention à cette question; on doit surtout examiner la possibilité d'utiliser plus de main-d'oeuvre en choisissant les équipements non automatiques. Un cas spécial de création d'emploi est présenté par les industries qui traitent les matières premières importées et où la main-d'oeuvre profite de la valeur ajoutée. Le

programme recommandé contient deux projets de cette sorte : la production des pâtes alimentaires et de lait reconstitué. On peut créer des emplois en sous-traitant des produits industriels, c'est-à-dire, en fabriquant des pièces commandées par d'autres entreprises, en particulier les entreprises étrangères. Cette méthode dépend de l'existence d'industries qui possèdent le know-how requis. Actuellement, cette condition ne peut pas être satisfaite; néanmoins, la qualité de la main-d'oeuvre au Cap-Vert laisse prévoir la possibilité d'une formation facile - avantage qu'il faudrait exploiter, à long terme.

Quelques uns des projets recommandés parmi les plus importants ont pour objectif de remettre en route des industries arrêtées, comme celles de matériaux de construction ou de diversifier des industries existantes.

En évaluant les différentes possibilités de réalisation de projets industriels, on a adopté des critères normalement appliqués aux projets économiques tels que : utilisation des matières premières existantes, facilités d'installation des processus technologiques nécessaires dans des cas particuliers, importance des investissements et rentabilité, charges d'acceptation des produits nouveaux par les consommateurs locaux, ordre de grandeur des marchés domestiques, possibilités d'exportation; valeur ajoutée des produits fabriqués et des matières premières importées.

De plus, dans quelques projets du domaine alimentaire on a également utilisé le critère de la valeur nutritionnelle, exprimée en coût de la protéine pure contenue dans le produit.

B. Les obstacles au développement

Le pays souffre de plusieurs contraintes structurelles qui mettent en question la faisabilité des projets industriels : le manque d'eau, la difficulté de transport entre les îles, la modicité des marchés locaux, le coût de l'énergie.

1. Le manque d'eau

L'absence de pluie pose des obstacles sérieux à la production des matières premières agricoles, en limitant l'industrialisation à celle des produits cultivés sous irrigation. Actuellement, on n'a trouvé dans les cinq îles en question qu'une seule matière première agricole : les tomates. L'absence de pâturages a limité le cheptel à un minimum et les plans d'élevage sont basés sur l'importation

de tous les aliments nécessaires au bétail. La situation pourrait bien changer à long terme grâce à différents projets : l'un du BTS/ONU concernant la recherche des eaux souterraines, l'autre de la FAO pour la conservation des sols et des eaux et à un autre projet de la FAO sur la reforestation (influence sur la pluie et rétention de l'eau).

2. La difficulté de transport entre les îles

La circulation de marchandises entre les îles dépend du transport, qui est relativement cher, non pas parce que les tarifs de fret sont élevés, mais parce que l'acheminement des marchandises au consommateur est compliqué.

La marchandise qui va d'une île à une autre se greève des charges pour l'embarquement, le transport maritime, le débarquement, le transport aux dépôts locaux et finalement la distribution au consommateur. Deux cents kilos de tomates (1 m³), par exemple, qu'on a achetés au cultivateur à 600 Esc et qui seront transportés à une distance de 125 km en bateau, subiront une charge de 405 Esc pour transport maritime (495 Esc pour 175 km), de 260 Esc environ pour l'embarquement et le débarquement et environ 2 Esc par km de transport en camion. Après 20 km de transport par voie de terre, les charges pour 200 kg de tomates seront de 705 Esc (795 Esc pour 175 km) sans entreposage ni profit. Ainsi à un kilo de tomates acheté 3 Esc s'ajoutent 3,53 Esc pour le transport sur 145 km en bateau et camion (3,98 Esc pour 195 km). Le transport aérien est relativement bien développé pour le trafic des passagers mais sa capacité pour le fret est limitée et les coûts ne peuvent pas, évidemment, être supportés par n'importe quel produit. Le tarif entre les îles est de 4 Esc/kg pour les denrées périssables et de 6 Esc pour les autres marchandises. Bien que les obstacles dus au transport entre les îles ne puissent pas être éliminés à court terme, il est possible de les alléger peu à peu par toute une série de mesures. La contribution du PNUD a été forte dans le domaine de l'aviation civile. Le transport maritime entre les îles n'a reçu d'assistance que pour la gestion des ports, mais le vrai progrès dans ce domaine est dans la réalisation de l'infrastructure. Plus tard, il sera nécessaire de former les travailleurs et le personnel technique et de mettre en place une bonne organisation.

En ce qui concerne l'infrastructure, le Ministère des transports et des communications a pris des mesures pour augmenter le nombre de bateaux et pour construire les ports avec un équipement de levage dans les îles qui n'en possèdent

pas. Actuellement, seuls Mindelo, Saõ Filipe et Porto-Novo ont des ports avec équipement de levage; le port de Praia est en construction; le port de Saõ Filipe ne peut pas recevoir de navires dépassant 500 t.

L'expert en industrie non alimentaire a examiné le problème de construction de bateaux et a signalé les avantages de la construction de bateaux en ferrociment. Il a recommandé la construction d'un prototype selon les spécifications fournies par l'ONUJI.

3. La modicité des marchés locaux

Les marchés comptent 300 000 consommateurs dispersés sur neuf îles avec un pouvoir d'achat d'environ 61 500 000 dollars. Deux îles n'arrivent pas à la somme de 500 000 dollars et deux autres à un million. Selon les indications, au moins la moitié - soit 30 750 000 dollars - est dépensée pour les aliments, 35 % - soit 21 525 000 dollar - pour le logement et 9 225 000 dollars seulement sont disponibles pour les autres industries diverses.

En comparaison, une petite fabrique de ciment rentable aurait besoin d'un marché d'environ 30 millions de dollars par an. Elle satisferait la demande du pays en cinq à sept semaines de travail. La production de la cimenterie proposée dans une étude, qui serait installée à Maio, destinée principalement à l'exportation, représenterait une valeur d'à peu près 7 millions de dollars.

La nouvelle fabrique de farine, MOAVE, qui produit maintenant pour 1 500 000 dollars de farine, a une capacité de production équivalent à 4 000 000 dollars, soit 13 % de l'ensemble du marché alimentaire. La fabrique est rentable parce que son point d'équilibre est bas.

La fabrique de pâtes recommandée produirait pour une valeur annuelle de 440 000 dollars avec huit heures de travail par jour - ce qui correspond à la taille du marché.

4. Le coût de l'énergie

Bien que le problème de coût de l'énergie ne soit pas plus important au Cap-Vert que dans d'autres pays qui dépendent aussi des fuels importés, c'est tout de même un problème. Une brève comparaison des coûts à montré que, en ce qui concerne l'énergie électrique, il est plus économique de la produire dans chaque fabrique à l'aide de générateurs que de l'acheter au réseau commercial.

Il faut rappeler que le pays possède une bonne source d'énergie constituée par le vent qui souffle presque tout le temps et qui est déjà employé pour l'actionnement des pompes avec les moulins à vent. Cette énergie rendrait les systèmes d'irrigation prévus très économiques. L'utilisation des moulins à vent pour la génération d'électricité est moins probable parce que se pose le problème de l'entreposage d'électricité pour les périodes où le vent manque de la force nécessaire; le coût des systèmes d'entreposage supprime l'avantage économique que présente l'utilisation du vent.

II. EVALUATION DES PROJETS

A. Secteur alimentaire

Les possibilités de réalisations de projets industriels qui ont été examinées, sélectionnées ou éliminées, sont exposées dans l'aperçu qui suit.

1. Les projets nouveaux (voir la première partie du rapport technique, Chap. II, sect. B)

On a identifié sept projets, qui ont satisfait aux critères d'évaluation et pour lesquels il faut faire des études de faisabilité ou d'implantation :

Projets	<u>Investissements approximatifs</u>	
	<u>En millions d'escudos</u>	<u>En dollars</u>
Production de pâtes alimentaires	15	440 000
Reconstitution du lait et fabrication de yaourt	4	117 600
Conserverie de thon à Mindelo	40	1 180 000
Fabrication de poisson salé et desséché		
Fabrication d'aliments composés et d'aliments pour enfants	10	294 100
Fabrication de sticks de poisson et de filets de poissons surgelés		
Conserverie de tomates	0,15	4 400

2. Aperçu de l'industrie existante

Pour faire un aperçu général de l'industrie alimentaire existante, l'expert a visité les compagnies suivantes :

Companhia de Fomento de Cabo Verde, São Maria Sal
(Conserverie de thon)

ULTRA Praia, São Tiago
(Conserverie de thon)

José de Matos Ltd. Fabrica la Favorita, São Vicente
(Fabrique de biscuits)

Moagem de Cabo Verde (MOAVE). Mindelo, São Vicente
(Minoterie)

Companhia de pesca e congelação de Cabo Verde Sarl
(Congélation)

Frigorifica Exportadora de Cabo Verde. Mindelo, São Vicente
(Congélation)

SAPLA Palmeira, Ilha do Sal
(Viviers de langoustes)

CAVIBEL, Praia, São Tiago
(Boissons non alcooliques)

Il a identifié les problèmes techniques et les améliorations possibles qui sont détaillés dans le chapitre I, Section B de la première partie du rapport technique. Ses conclusions sont incorporées dans le chapitre V de ce rapport concernant l'assistance technique au Cap-Vert.

3. Les projets éliminés

L'expert a évalué quelques projets qui n'ont pas satisfait aux critères de faisabilité.

a) Charcuterie. Actuellement, cette branche ne dispose pas de matières premières par manque de bétail. L'avenir dépendra de la capacité du pays de réaliser un bon plan d'élevage. On a examiné un projet qui propose comme solution l'élevage avec les aliments importés, mais la forme de présentation n'a pas permis de vérifier les coûts ni les prix. On a trouvé élevé le coefficient de conversion de l'animal en viande. En calculant les coûts des protéines pures contenues dans les différents aliments (voir chapitre II, sect. A de la première partie du rapport technique), on s'est aperçu que la protéine pure de la viande résultant du projet d'élevage était plus chère (228 Esc/kg) que celle de l'aliment composé précuit recommandé (122 Esc/kg), les pâtes alimentaires (148 Esc/kg), ou le pain frais (187 Esc/kg), mais moins chère que la viande congelée importée (444 Esc/kg). Si la différence entre les 444 Esc de la protéine pure de la viande importée, et les 228 Esc de celle du projet d'élevage, n'est pas trop faussée par les coefficients de conversion, il faudrait réviser et perfectionner le projet.

b) Aliment pour le bétail. Un tel projet doit être considéré en connexion avec l'élevage; actuellement, il est prématuré.

c) Huile de ricin. Le pays n'a pas plus de 50 t de ricin - ce qui ne suffit pas pour une installation d'extraction.

d) Gâteaux secs. Il existe une production artisanale et pour cette raison l'installation d'une entreprise industrielle ne peut pas être considérée comme prioritaire.

e) Grog. La matière première, la "caña" est trop dispersée pour favoriser l'industrialisation. D'ailleurs comme la caña est déjà utilisée pour la production artisanale d'eau-de-vie, la valeur de l'industrialisation est douteuse, du point de vue social.

f) Entreposage. Comme suite à la demande du ministère, l'expert a examiné l'entreposage des bananes et des tomates, mais est arrivé à la conclusion que les bénéfices d'acclimatation qu'on introduirait à l'entreposage seraient ensuite perdus durant le transport; pour cette raison, une étude de ce sujet devrait tenir compte également des conditions de transport.

B. Secteur non alimentaire

1. Projets sélectionnés

Des études de faisabilité devraient être faites pour les projets suivants : production de la chaux; fabrication de tuiles, briques et produits céramiques; fabrication de poteries; fabrication de produits de fonderie; manufacture et recyclage de bouteilles et pots en verre, embouteillage et emballage; fabrication de peintures.

a) Production de la chaux. On recommande de faire redémarrer la production de la chaux qui existait autrefois sur l'île de Boa Vista et qui a pris fin à cause du manque de combustible et de l'importation de ciment. Il y reste toujours environ 50 fours qui avaient brûlé des charges de 10 t environ avec des broussailles pendant 48 heures. L'industrie peut redémarrer vite, avec les mêmes fours en utilisant du combustible solide, notamment la houille, qu'on peut obtenir des fournisseurs actuels de ciment, la Pologne et le Portugal. Une tonne de houille pourrait produire environ 10 t de chaux brute. Bien qu'on n'ait pas obtenu les prix de la houille pour analyser les coûts, la faisabilité économique de ce projet est hors de doute.

Le projet est particulièrement important parce qu'il peut remplacer beaucoup de ciment importé. Si l'importation actuelle est de 60 000 t comme on le croit (les chiffres du Service national de statistique étant plus bas mais incomplets) on pourrait épargner environ 600 000 dollars en remplaçant 30 % de cette importation. Ce calcul est basé sur la possibilité de substituer 2,5 t de chaux, à 18 dollars/t, à une tonne de ciment qui coûte 76 dollars.

L'expert a noté aussi l'intérêt qu'il y aurait à utiliser les gisements de pouzzolane qui se trouvent à Santo Antão pour la construction. La pouzzolane, qui est riche en silice, se combine très bien avec la chaux et le sable en donnant un matériau de construction de coût réduit.

b) Fabrication de tuiles, briques et produits céramiques. On propose de remonter une ancienne fabrique à Rabil avec un investissement d'environ 100 000 dollars. La machinerie d'origine la plus importante se trouve toujours à Rabil mais a besoin de réparation (l'expert en a trouvé deux parties essentielles dans la rue). La fabrique restaurée pourrait produire jusqu'à 2 000 t de tuiles et d'autres produits céramiques de constructions qui ont été importés en 1976 pour 160 000 dollars. Le four qui existe a une capacité suffisante pour une charge d'environ 1 000 unités. Pour obtenir une bonne qualité, il devrait être allumé 24 heures. Le four est adaptable à la production de la poterie qui peut être produite à partir de la même argile que les tuiles.

On recommande aussi l'acquisition de machinerie pour la production de briques légères, évidées, de l'espèce employée en Espagne et au Portugal. Son introduction au Cap-Vert abaisserait l'usage de bois d'oeuvre et d'armature dans les poutres de toiture.

c) Fabrication de poteries. Il serait possible de remettre en route l'ancienne production de poterie à Rabil qui continue maintenant seulement sous la forme artisanale. Le four qui existe peut être employé pour la fabrication de petites quantités de poterie émaillée pour l'usage domestique. Les articles à brûler dans le four pourraient être faits comme avant par les artisans, mais il faudrait perfectionner leur technique - ils n'emploient pas le tour de potier et ne connaissent pas bien l'émaillage, dont on pourrait améliorer la qualité en utilisant de petites quantités de vernis luisant importé.

d) Produits de fonderie. Le pays importe toute espèce de produits métalliques notamment les outils artisanaux et agricoles qui pourraient être fabriqués dans une fonderie locale. L'expert a trouvé, en effet, qu'une fonderie pourrait être installée dans l'atelier naval, Officina de Navais de Cap-Vert à Mindelo qui possède déjà le know-how pour préparer les gabarits, forger, souder et façonner le métal à la machine. FRICAD, également, qui est bien équipé en machine-outils, saurait utiliser une fonderie. La réalisation de ce projet requiert l'achat d'un simple four pour environ de 5 000 dollars (voir Chap. I, Sect. C, Figure 1, de la seconde partie du rapport technique), et la formation qui devrait

être offerte par le fournisseur de l'équipement (les fabricants britanniques offrent normalement une telle formation en Grande-Bretagne). En utilisant les métaux ferreux aussi bien que non ferreux, la fonderie pourrait produire une gamme variée de fontes, et pourrait probablement fournir des pièces de rechange qu'on doit maintenant se procurer à l'étranger;

e) Manufacture et recyclage de bouteilles et de pots en verre. Il paraît utile d'étudier la possibilité d'installer une fabrique cap-verdienne de bouteilles et pots en verre et d'organiser le recyclage des bouteilles. Le sable local est approprié; la soude et, évidemment, le combustible devraient être importés. Le manque de temps n'a pas permis d'évaluer la demande locale mais elle serait suffisante sans aucun doute si quelques boissons, actuellement importées en boîtes, étaient achetées en gros pour être embouteillées au Cap-Vert;

f) Embouteillage et emballage. On recommande que les boissons et aliments soient importés en gros pour embouteillage et emballage au Cap-Vert. Quelques boissons alcooliques comme la bière et le vin peuvent être achetées en gros et les boissons non alcooliques peuvent être produites au Cap-Vert à partir de concentrés importés. Les aliments peuvent aussi être achetés en gros pour être emballés sur les îles.

g) Fabrication de peintures. Le Cap-Vert n'a pas sa propre fabrication de peintures bien qu'il en utilise beaucoup, en particulier pour les bateaux et la construction. En 1976, on a importé l'équivalent de 121 000 dollars de peintures. L'expert n'a pas eu le temps de dégager les données nécessaires pour estimer la capacité et l'investissement d'une petite installation. Cela devrait être étudié. Il est possible que le projet puisse être réalisé sous patente d'une compagnie internationale.

h) Autres projets. On pourrait étudier les possibilités relatives à l'exportation de la pierre travaillée en Europe et en Afrique par l'intermédiaire des entrepreneurs étrangers en bâtiment; la construction à Mindelo d'un prototype de bateau en ferro-ciment selon les plans de l'ONUDI; la construction de simples chariots pour le transport des petites charges qu'on déplace maintenant avec des animaux ou des personnes; l'augmentation de la productivité dans la construction des bateaux en bois en fournissant aux travailleurs des outils électriques (perforateurs, scies et machines à sabler).

2. Projets éliminés

a) Installation d'une nouvelle usine de chaux. Un rapport récent sur la production de la chaux par la compagnie suédoise SWEECO propose l'installation d'un four à souche d'une capacité de 10 000 t alimenté au fuel. Bien qu'on n'ait pas complètement rejeté cette possibilité, on a considéré que, en comparaison avec la reprise de l'industrie arrêtée, recommandée par cette mission, elle présente beaucoup de désavantage : elle demande un grand investissement; sa réalisation nécessite au moins deux ans (décision, construction et formation des ouvriers à l'opération du nouveau four) tandis que l'autre projet pourrait commencer cette année; l'alimentation au fuel sera sans doute plus chère qu'avec la houille.

Cependant la proposition devrait être mise en chiffres pour pouvoir être comparée avec l'alternative recommandée.

b) Fabrication de ciment. L'expert a évalué un projet de cimenterie à Maio qui produirait environ un million de tonnes de ciment par an. A son avis, l'étude concernant ce projet n'était pas complète : il n'est pas certain que les gisements qui existent à Maio puissent fournir les matières premières nécessaires dans les proportions demandées ni pour longtemps; le coût du fuel, qui représente 60 % du prix de ciment, est calculé à 80 Esc/t tandis que le prix actuel est 165 Esc/t; la cimenterie aurait besoin d'un nouveau port avec des équipements de chargement et des bateaux; le volume de production de 1 000 000 t/an serait justifié seulement si on trouvait des marchés d'exportation pour à peu près 940 000 t, ce qui est douteux.

c) Bateaux en plastique. Ce projet n'a pas besoin d'étude parce qu'il est déjà en voie de réalisation. Un Cap-verdien est parti pour le Canada pour ramener un spécialiste qui doit installer la fabrique au Cap-Vert. Une autre personne est allée en Belgique pour rapporter les moules. Les moteurs ont été précisés et on prévoit que leur montage et la manufacture des pièces de rechange auront lieu au Cap-Vert.

d) Extractions des produits chimiques de l'eau de mer. On ne voit pas d'autre possibilité que l'extraction du sel pour les raisons suivantes : la faible demande des produits chimiques provenant de la mer ne justifie pas l'investissement nécessaire; on ne peut pas compter avec les marchés extérieurs à cause d'une forte concurrence internationale; on a besoin de grande quantité d'énergie - trop chère au Cap-Vert pour cette sorte d'opération; une technologie très avancée y est nécessaire.

III. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'INFORMATION
DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE

Le "commentaire sur l'importance des marchés", qui se trouve à l'annexe I, montre le défaut de l'information pour les études des marchés. La méthodologie employée pour dégager des estimations générales est sans doute inadéquate et doit être remplacée par une recherche approfondie.

Pouvoir d'achat

Il faut rassembler les données statistiques concernant le pouvoir d'achat du pays entier et sa distribution, d'une part, entre les îles, et, d'autre part, entre les différents groupes de salaires. Si cette sorte d'information n'existe pas dans les documents disponibles, il conviendrait d'introduire un système temporel avec une fréquence qui permettrait de tracer la tendance. Une telle information serait utile non seulement pour la justification des projets industriels, mais aussi pour la planification et pour la gestion.

Marchés

Pour les études des marchés on a besoin de données sur les ventes de différents produits et leur distribution entre les îles. Cette information pourrait être réunie avec la coopération de l'EMPA et d'autres distributeurs. Quelques données de bases peuvent être fournies par les budgets familiaux qui montrent comment des familles de différents niveaux de salaires dépensent leurs revenus. Pour recueillir les budgets il faudrait organiser une enquête nationale assez étendue sur le principe de "random sampling".

IV. PROMOTION DES EXPORTATION

Selon les projets recommandés les produits suivants peuvent être exportés : pâtes alimentaires; aliments pour enfants; huile et farine de poisson (congelées); langouste; sticks de poisson et filets surgelés; pierre travaillée.

Pour définir la demande et les pays importateurs il faut que les études de faisabilité de la production de ces produits comprennent ou soient complétées par des études des marchés extérieurs. La possibilité d'exporter le reste des produits mentionnés dans ce rapport n'était pas aussi évidente. Il faut une information générale préliminaire pour déterminer les besoins d'études détaillées.

V. ASSISTANCE TECHNIQUE

Les tâches qu'il faut entreprendre pour faire avancer les projets recommandés sont décrites ci-dessous. Elles pourraient être exécutées par l'ONUDI ou d'autres organisations internationales ou privées.

A. Secteur alimentaire

1. Production des pâtes alimentaires

Il faut une étude de faisabilité et un projet avec des chiffres. On a recommandé que l'ONUDI prolonge le contrat d'un expert en diversification de la production de la farine pendant deux à quatre mois, afin qu'il entreprenne et poursuive l'étude de la fabrication des pâtes jusqu'au choix de l'équipement. Ses termes de référence se trouvent dans l'annexe XVI, de la première partie du rapport technique.

2. Reconstitution du lait et fabrication de yaourts

Le projet est relativement simple et sa réalisation peut être entreprise sur une des îles les plus peuplées. Cependant, on devrait étudier également la possibilité et les coûts de transport entre les îles sous température contrôlée et s'il est justifié d'installer de petites laiteries dans les îles les plus importantes.

3. Fabrication d'aliments composés et d'aliments pour les enfants

Il faut préparer de petites quantités de cachuba précuit et des aliments pour enfants afin de connaître leur acceptation sur le marché cap-verdien. On doit étudier le marché d'exportation des aliments pour enfants en Afrique. Enfin, il faut choisir l'équipement et analyser un projet avec des évaluations en chiffres. On a élaboré les termes de référence d'un expert pour ce projet dans l'annexe XVII de la première partie du rapport technique.

4. Conserverie de tomates

Il ne s'agit que d'une adaptation d'équipement et d'amélioration d'organisation. Cependant, la tâche serait probablement exécutée plus facilement avec l'assistance d'un technicien alimentaire.

5. Conserverie de thon; production d'huile et de farine de poisson congelé

Fabrication de poisson salé et desséché; fabrication de sticks de poisson et de filets de poisson surgelés.

Pour ces trois études, on recommande des études de faisabilité et projets comportant des évaluations en chiffres. Un ingénieur en industries de pêche, qui va venir au mois de mai, doit entreprendre l'étude de la fabrication de sticks de poisson et filets surgelés comme il est prévu dans son mandat (voir annexe XIV, première partie du rapport technique). L'expert a également recommandé la formation professionnelle du personnel technique dans trois conserveries de thon par l'ingénieur des industries de pêche durant un stage pratique de 15 jours. Le cours doit porter sur les aspects techniques, hygiéniques et sanitaires ainsi que sur la fabrication de boîtes. Dans les mêmes entreprises, le même ingénieur doit introduire le système de primes à la productivité.

B. Secteur non alimentaire

1. Production de la chaux

L'expert en industries non alimentaires propose un projet témoin avec 100 t de houille importée sous la direction d'un technicien; une étude économique basée sur les données du projet témoin; une étude d'exploitation de la production de la pouzzolane et son utilisation en combinaison avec la chaux. En cas de conclusions favorables, on pourrait entreprendre la mise en marche de l'industrie.

2. Fabrication de tuiles, briques et produits céramiques

Une étude technico-économique est nécessaire pour préparer la restauration de l'ancien four, déterminer l'organisation du travail avec les fournisseurs artisanaux des articles bruts et estimer la demande du marché local. Le projet aura besoin d'assistance financière pour l'achat de six tours de potier à pied et la formation d'artisans : potiers et émailleurs.

3. Fabrication de produits de fonderie

Installation d'une petite fonderie dans l'Officina de Navais de Cap-Vert à Mindelo avec l'assistance du fabricant d'équipement ou d'un technicien. Faire une simple étude de la demande pour les différents produits et de la situation économique de la fonderie.

Le personnel doit recevoir une formation relative à l'emploi du nouvel équipement. Comme il est vraisemblable que la formation pourra être donnée par le fabricant de l'équipement dans son usine, il faudra une assistance financière pour couvrir les frais de voyage et de séjour dans le pays du fabricant.

4. Manufacture et recyclage de bouteilles et pots en verre

Une étude de faisabilité est à recommander.

5. Embouteillage et emballage

Le projet comprend les tâches suivantes :

- a) Etude de la possibilité d'importation en gros des aliments et des boissons;
- b) Etude de faisabilité de l'embouteillage et de l'emballage des produits importés et locaux;
- c) Etude de l'embouteillage des boissons non alcooliques à partir des concentrés importés.

6. Fabrication des peintures

Une étude de faisabilité est nécessaire, avec la possibilité d'exploitation d'une patente d'une compagnie étrangère.

7. Autres recommandations

Plusieurs autres recommandations de l'expert en industries non alimentaires se trouvent dans la seconde partie du rapport technique.

Annexe I

COMMENTAIRE SUR L'IMPORTANCE DES MARCHES

Pour savoir si la capacité des marchés locaux autorise l'implantation de nouvelles industries, on a essayé d'estimer le pouvoir d'achat du pays et de ses marchés particuliers. Car, si on trouve qu'un projet industriel a besoin de marchés plus grands que ceux du Cap-Vert, on est obligé d'examiner la possibilité d'exportation et parfois d'élever les standards technologiques pour satisfaire la demande en ce qui concerne la qualité en tenant compte des prix internationaux.

Les calculs qui suivent sont seulement estimatifs mais les objectifs de cette mission ne demandent pas davantage; il s'agit d'établir l'importance du marché pour savoir dans quelle mesure le marché local est capable de supporter le projet étudié. Dans les études de faisabilité qui suivront il faudra entreprendre des analyses beaucoup plus détaillées.

Le marché n'a que 300 000 consommateurs dispersés sur neuf îles où la marchandise doit être amenée par bateaux - sans qu'il y ait partout des ports appropriés - ou par avion. Sur chaque île la marchandise doit être entreposée après avoir déjà été entreposée dans les dépôts principaux de Praia ou Mindelo, d'où elle devait voyager vers l'intérieur de l'île. Pour pouvoir être efficace ce système a naturellement besoin d'une excellente infrastructure et d'une organisation sans laquelle la marchandise n'arrive pas loin. Quand la MOAVE a introduit un nouveau système de distribution pour la farine amenant le produit au consommateur, les ventes ont augmenté.

Le morcellement des marchés se voit dans la répartition de la population (299 843 habitants) entre les îles de l'archipel qui, en 1975, était, selon les données de Service national de statistiques, la suivante :

São Tiago	141 866	Boa Vista	3 942
Santo Antão	48 179	Maio	3 942
São Vicente	36 342	Fogo	32 342
São Nicolau	17 959	Brava	8 659

Estimation du pouvoir d'achat total

Pour estimer le pouvoir d'achat dans les îles on a employé les données de la Banque du Cap-Vert qui avait évalué la consommation privée à 53,6 millions de dollars en 1973. Pour arriver à un chiffre pour 1976, on a fait les ajustations suivantes :

En observant que la production industrielle des industries principales a diminué entre 1973 et 1976 de 1 030 000 dollars en termes réels (voir tableau 1, annexe III), on a réduit la consommation privée de 1975 de 1 030 000 dollars plus 310 000 dollars provenant des exportations industrielles (au total 1 340 000 dollars), qui représentent des biens non consommés dans le pays. Cependant, les chiffres de la production industrielle pour 1976 sont préliminaires.

On n'a fait aucune correction pour la production agricole qui aurait pu augmenter, ou au contraire diminuer, à cause de la sécheresse. Cependant, le changement n'influerait pas trop sur les calculs, car la dépense concernant les produits agricoles cap-verdiens devrait être faible par rapport à la valeur de la consommation totale (même en époques normales 70 % des aliments ont été importés). D'ailleurs il est très probable que la sécheresse n'a pas affecté la période ultérieure à 1973 parce que elle avait infligé des dommages auparavant déjà. La production actuelle provient des terrains irrigués, qui probablement existent aujourd'hui encore s'ils existaient en 1973.

Deux secteurs économiques qui pourraient causer un changement dans le niveau de la consommation privée sont ceux de la pêche et de la construction. Mais comme le poisson est en grande majorité exporté, le secteur de la pêche ne reflète pas les dépenses locales.

Les statistiques relatives à la construction sont contradictoires. Selon les données préliminaires, la valeur des bâtiments construits en 1976 a diminué de 7 044 000 Esc en 1973 à 2 800 000 Esc, tandis que le chiffre pour 1975 était 126 639 000 Esc. Cependant, les importations des matériaux de construction les plus importantes, comme le ciment, le bois, les plaques de fibres en ciment, ont augmenté. D'autres produits pour la construction, les tuiles et les barres de fer pour béton armé, ont décliné mais relativement peu. On a l'impression que les chiffres cités représentent non pas la valeur des bâtiments construits mais les paiements pour construction, accumulés dans une période postérieure à celle de la construction. C'est pour cette raison que la valeur des bâtiments construits en 1976 est aussi basse; la valeur réelle ne sera reflétée que dans les chiffres de 1977. On suppose que "les transferts privés" sont reflétés dans

dans la consommation finale. En ce cas, il faudrait augmenter le chiffre de 1973 de la différence entre les transferts de 1973 et de 1976, qui, selon la balance de paiement est de 9,22 millions de dollars.

Le résultat de cette analyse est le suivant :

	<u>En millions de dollars</u>
<u>Consommation privée, 1973</u>	53,60
Diminution de production industrielle	-1,34
	<hr/>
	52,26
Corrections pour autres secteurs économiques	0,00
Augmentation (transferts privés)	+9,22
	<hr/>
<u>Consommation privée, 1976</u>	61,48

Ce niveau de consommation représente la dépense de 205 dollars per capita pour 300 000 habitants, et 149 dollars si les transferts privés sont exclus. Sans les transferts privés, les dépenses correspondraient à un salaire mensuel de 3 973 Esc pour 10 % de la population, soit 30 000 emplois, ce qui ne paraît pas exagéré.

Répartition du pouvoir d'achat entre les îles

On est parti de l'hypothèse que les deux ports, Mindelo et Praia, qui sont les centres commerciaux et industriels, se partagent 50 % du total (29 % pour Mindelo).

On a imputé 1,3 million de dollars à Santa Maria Palmeira en observant que Sal dépense un million pour les importations et que les industries qui existent à Palmeira additionnés au trafic des passagers à Santa Maria, créent d'autres dépenses.

On a attribué une somme un peu plus grande à São Filipe parce que c'est le centre du commerce agricole de Fogo et qu'il est plus grand.

Le reste doit être réparti entre les îles. On a été obligé de calculer la répartition selon la population bien que certaines îles soient plus riches que d'autres.

Les résultats des procédés qu'on vient d'exposer sont résumés dans le tableau 1.

Tableau 1. Répartition géographique du pouvoir d'achat

Lieu	Nombre d'habitants	Répartition	
		En %	En dollars
<u>Villes principales</u>			
Praia (zone citadine)	21 494	21	12 915 000
Mindelo (zone citadine)	28 797	29	17 835 000
Santa Maria et Palmeira	-	?	1 500 000
São, Filipe (zone citadine)	3 359	?	1 500 000
Total	53 650	54,88	33 750 000
<u>Le reste des îles</u>			
São Tiago	120 372	22,06	13 569 750
Santo Antão	48 179	8,83	5 430 675
São Vicent	7 636	1,40	860 250
Fogo	28 983	5,31	3 266 175
São Nicolau	17 859	3,27	2 011 875
Brava	8 659	1,59	976 800
Sal	6 619	1,21	746 475
Boa Vista	3 943	0,72	444 000
Maio	3 942	0,72	444 000
Total	246 192	45,12	27 750 000
Total général	299 842	100	61 500 000

Budgets familiaux

On pourrait dégager quelques idées sur la structure du marché en étudiant les budgets familiaux. En ce moment il n'existe pas d'information à ce sujet, mais il ne serait pas difficile de l'obtenir en faisant une enquête nationale suffisamment étendue. Une petite investigation parmi les employés du PNUD a permis les conclusions suivantes :

Tableau 2. Distribution des dépenses
(en pourcentage)

Dépenses	Personnes				
	A	B	C	D	E
Loyer	28	37	31	0	25
Aliments	64	86	50	60	50
Vêtements	0	0	10	20	15
Eau et lumière	6	7	19	5	4
Divers	2	0	-	15	6

Une enquête permettrait d'obtenir des données plus détaillées, en divisant en groupes de salaires avec le nombre des personnes dans chaque groupe.

Bien que le tableau soit basé sur une information très limitée, il montre clairement que, au moins la moitié du pouvoir d'achat va aux aliments et qu'à peu près 35 % est absorbé par les loyers et les charges (eau et lumière). Cela laisse seulement 15 % pour les marchés des produits non alimentaires. Cette sorte d'investigation devrait être poursuivie par les économistes cap-verdiens.

ANEXO II
PRODUTOS DAS INDÚSTRIAS PRIMÁRIAS

	1972		1973		1974		1975		1976		1977	
	Ton	Contos	Ton	Contos	Ton	Contos	Ton	Contos	Ton	Contos	Ton	Contos
Indústrias extractivas												
Carvão	7 920	770	11 300	1 111	1600	1 134	1 134	20 941	1 134	739	310	900
Sal	36 443	3 397	36 870	3 114	34 580	2 751	20 941	1 727	7 704	7 704	900	
Indústria transformada												
 de alimentação :												
Açúcar	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atum em conserva	189	3 206	219	5 588	1 023	778	232	4 313	99 575	3 663		
Atum em salmoura	281	3 542	295	4 069	2 152	886	37	1 233	24 212	909		
Bolachas	734	5 635	752	5 874	3 132	141	151	3 035	769	2 703		
Massas alimentícias	4	20	4	20	1	5	38	549	-	-		
Mel de cana (litro)	2 628	45	1 820	34	30	2	1 242	53	1 137	83		
 Panificação												
Pão de trigo	1 410	12 872	1 574	14 787	7 839	1 159	1 159	13 474	910	10 891		
Pão de milho	23	71	9	24	24	301	-	-	-	-		
Pão de mistura	139	985	142	898	87	723	15	266	6	53		
Bebidas (litro)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
 Águas minerais	204 534	4 825	160 683	4 228	43 954	6 090	142 879	10 689	35 329	3 119		
 Refrigerantes	106 567	664	83 179	487	56 781	415	53 898	563	84 828	1 096		
 Tabaco												
Cigaros	26	1 643	20	1 244	11	678	2	111	56	721		
Tabaco picado	3	154	4	189	1	60	3	178	2	272		
 Calçado, artigos de vestuário e têxteis												
Calçado (pares)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
 Produtos minerais não metálicos												
Cal	13	6	-	-	-	-	-	-	-	-		
Telha	115	104	58	56	72	144	38	88	-	-		
 Indústria do frio												
Peixe	1 330	8 318	1 081	7 308	1 322	108	912	8 688	374	2 733		
 Químicas												
Farinha de peixe	102	189	134	242	-	-	-	-	-	390		
 Total												
		46 061		49 113		29 237		45 549		27 745		

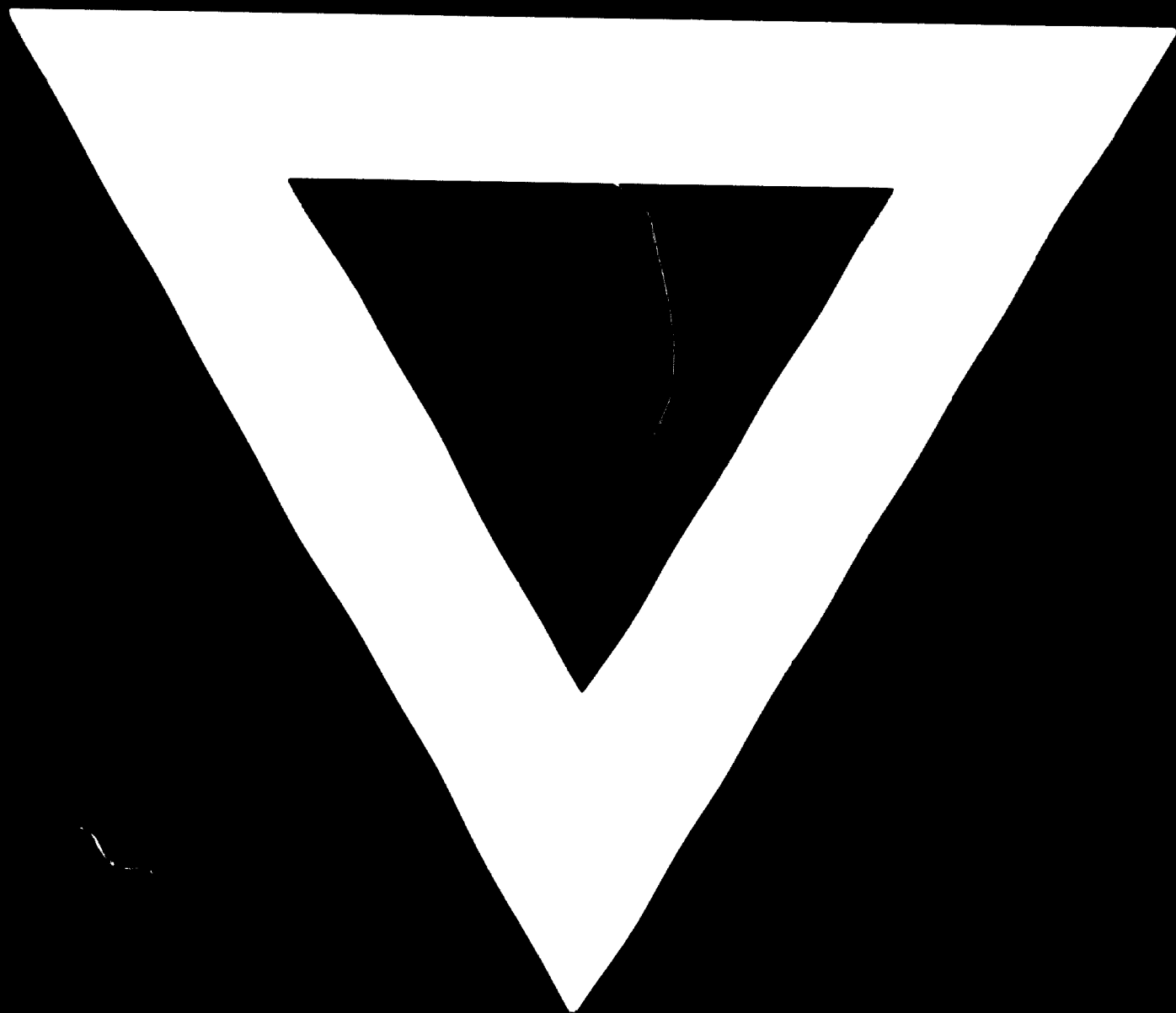
Annexe III

FONCTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT QUI COOPERAIENT
AVEC LA MISSION

- M. José Brito, Secrétaire d'Etat pour la coopération et la planification
- M. Leonildo Monteiro, directeur national, Direction nationale de l'industrie et de l'énergie, Ministère de l'économie et des finances
- M. Horácio Constantino da Silva Soares, directeur national, Ministère du développement rural
- Dr. Lisboa Ramos, directeur national, Ministère de la santé
- M. Humberto Bettencourt Santos, directeur national des pêches, Ministère de l'économie et des finances
- M. Pires Ferreira, chef de cabinet d'études, Ministère du transport et des communications
- Dr. Gerentino Vingilio Santos, gouverneur de la Banque du Cap-Vert
- Mme Aldora Bastos Fortes, Service national de statistique, Secrétariat d'Etat à la coopération et au Plan



C-723



79.01.16